



VOYAGE DE NOCES

Des immigrants se marient à l'aveuglette pour devenir Canadiens, mais le coup de foudre n'est pas toujours au rendez-vous. P.7

UQAM

Les parents étudiants craignent que leur garderie à temps partiel ne voie jamais le jour. P.3

Culture

Avec les coupures fédérales, les tournées internationales meurent à petit feu. P.11



Optique du Québec À Montréal

Spécial UQAM
Monture à 1/2 prix

Vos opticiennes aux portes de l'université

www.oqam.com — 375, Ste-Catherine Est (coin St-Denis) — 514-982-0775





Les moyens de ses ambitions

«Février 2012: Diffusion de l'annonce de l'ouverture de la garderie.» En ce premier jour dudit mois, la prédiction – faite par le Comité de soutien aux parents étudiants (CSPE) dans son *Étude de faisabilité* publiée en mars 2010 – fait sourire. Ou plutôt rire jaune. À voir l'allure à laquelle vont les choses, cette garderie adaptée aux besoins des parents étudiants n'est pas près d'accueillir ses premiers bouts de chou (voir l'article de Malorie Gosselin en page 3).

Julie Noël, chargée du projet au Comité, estime que si toutes les étoiles s'alignent, l'ouverture pourrait avoir lieu à l'automne 2013. Un délai «plutôt pas mal», selon elle, pour mettre sur pied un tel service entre les murs bruns de notre institution.

Évidemment, le projet est colossal. Et, c'est connu, à l'UQAM, les projets d'envergure avancent à pas de tortue. Mais dans le cas de la garderie, l'enjeu est différent. En effet, depuis plusieurs mois, l'UQAM investit massivement dans une campagne publicitaire visant à faire la promotion de ses programmes de cycles supérieurs. L'administration ne s'en cache pas; elle rêve d'attirer plus d'étudiants à la maîtrise et au doctorat.

Mais qui dit 2^e et 3^e cycles, dit clientèle différente. Déjà, près d'un uqamien sur cinq est parent. En augmentant les inscriptions aux cycles supérieurs, ce taux pourrait se multiplier de façon alarmante. Alarmante, non pas parce que les parents étudiants sont une clientèle indésirable, mais bien parce que l'UQAM n'a rien à leur offrir à l'heure actuelle. On a bien installé quelques tables à langer dans les toilettes et répété

à satiété que les parents étudiants étaient une priorité. On a promis que la garderie – qui devrait être aménagée au rez-de-chaussée du pavillon V – avait été prévue dans le Plan directeur immobilier, mais il semble maintenant que ce ne soit pas le cas. Pour une université qui se targue de son nouveau Plan directeur immobilier, l'UQAM semble bien disposée à croire que les locaux poussent dans les arbres!

Tic-Tac

Le CSPE a jusqu'au 24 février pour déposer une demande de permis pour une garderie subventionnée. Et comme ces autorisations sont des denrées rares dans la région métropolitaine, le dossier du groupe doit être impeccable pour se démarquer. Or, le comité a déjà fait sa part du travail. Il n'attend plus que le feu vert de l'administration, à qui l'on demande de financer 50% des coûts d'aménagement, pour un rondet total d'environ 400 000 \$. Le chiffre fait peur. Mais les listes d'attente qui s'allongent dans les garderies du campus aussi. La pendule tique pour l'Université du peuple, qui a deux semaines pour prouver que le sort des parents étudiants lui tient à cœur. Puis, restera la valse ministérielle, les permis, la paperasse... Disons qu'après tout ça, la garderie Tortue têtue aura bien mérité son nom.

Émilie Clavel
Rédactrice en chef
redacteur.campus@uqam.ca

WWW.MONTREALCAMPUS.CA
TÉLÉPHONE: 514-987-7018

L'instance décisionnelle de *Montréal Campus* est la société des rédacteurs (SDR). Pour en faire partie, il faut avoir collaboré à trois numéros ou être membre du personnel régulier.

Volume XXXII, numéro 10 / 1 février 2012
RÉDACTEUR EN CHEF / Émilie Clavel - CHEFS DE PUPITRE / UQAM / Williams Fonseca-Baeta - SOCIÉTÉ / Ewan Sauves - CULTURE / Florence Sara C. Ferraris - WEB / Catherine Lévesque - STAGIAIRE / Étienne Dupuis - GRAPHISME DE LA UNE / Gabriel Pelletier / CONTRÔLEUSE FINANCIÈRE / Jessica Pomerleau - DISTRIBUTION / Rémi Plourde - GRAPHISME ET MONTAGE / Fleur de lysée design graphique - PHOTOGRAPHIE / Zoé Pouliot-Massé - PHOTO DE LA UNE / Jean-François Hamelin - IMPRESSION / Payette et Simms - Ont collaboré à ce numéro / Philippe Lépine + Malorie Gosselin + Laura Pelletier B + Audrey Desrochers + Isabelle L'Héritier + Sandrine Champigny + Thomas Dupont-Buist

PUBLICITÉ / Étienne Gagnon-Lalonde: 514 987-7018
publicite.campus@uqam.ca
Prochaine parution: 15 février 2012

Dépôt Légal: Bibliothèque nationale du Québec - Bibliothèque nationale du Canada
Montréal Campus est publié par les éditions Montréal Camping Inc.
C.P. 8888 succ. Centre-Ville, Montréal (QUEBEC) H3C 3P8
Téléphone: 514 987-7018 / Télécopieur: 514 987-0391
Courriel: redacteur.campus@uqam.ca / Internet: www.montrealcampus.ca

Toutes les personnes intéressées à participer à la production du journal *Montréal Campus* sont invitées à se présenter au local du journal (V-1380), au pavillon V, 209 rue Sainte-Catherine Est, ou encore à se manifester par téléphone au 514 987 7018.

L'environnement fait partie du programme

Maîtrise en environnement

Gestion de l'environnement (divers profils) :

- régulier avec ou sans stage ou type recherche
- développement durable
- international
- biologie - écologie internationale
- biodiversité - gestion des territoires
- écologie industrielle - analyse de cycles de vie
- cheminements avec stage conduisant à un double diplôme avec, entre autres, l'Université Montpellier 2, l'Université de technologie de Troyes (UTT), et l'École supérieure de commerce et de management Tours-Poitiers (ESCEM)

Centre universitaire de formation en environnement
819 821-7933 ou sans frais 1 866 821-7933
Environnement@USherbrooke.ca

L'environnement te passionne et fait partie de ton programme? Tu étudies en administration, éducation, sciences humaines, sciences ou tout autre programme admissible? La maîtrise en environnement te prépare pour une carrière stimulante comme agent de changement!

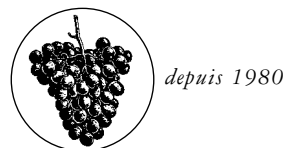
- Stages rémunérés
- Taux de placement exceptionnel
- Formation interdisciplinaire répondant aux besoins de la société et des employeurs
- Libre accès au transport en commun à Sherbrooke
- Étudiants en provenance de plus de 70 disciplines différentes

Séances d'information

- à Montréal : 8 février
- à Sherbrooke : 16 février
- à Québec : 22 février

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Tous les détails à :
USherbrooke.ca/environnement



depuis 1980

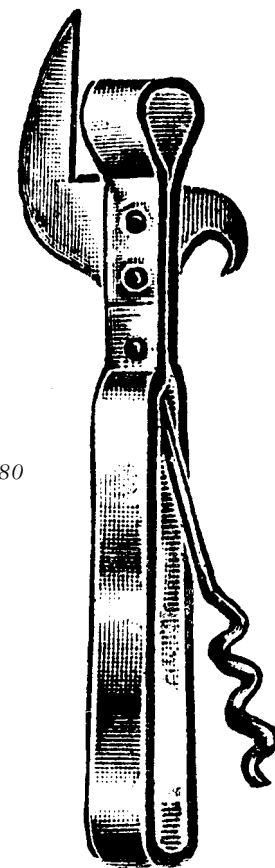


FIG. 4 - TIRE - BOUCHON

BURGERS, VÉGÉBURGERS, FRITES ET VINS DE PLAISIR...

SNACK BAR
La paruse

302, RUE ONTARIO EST
MONTRÉAL H2X 1H6 T : 514 842.2040



Le projet de garderie en péril

Les étudiants cotisent, l'UQAM économise

Malorie Gosselin

Même s'ils reçoivent depuis janvier une cotisation étudiante, les parents étudiants ne réussissent pas à transformer les promesses de la direction en argent sonnant et trébuchant pour une garderie répondant à leurs besoins. La masse invisible mais audible des parents étudiants craint que l'UQAM fasse la sourde oreille.

Dans le local attribué au troisième groupe d'envergure de l'UQAM, une poussette embarrasse tout l'espace disponible. Le petit Adam est adossé au classeur, un jouet en bouche. Une jeune maman allaite à côté d'une pile de manteaux. Bienvenue au Comité de soutien aux parents étu-

associations facultaires se sont prononcés, à l'automne dernier, en faveur d'une cotisation automatique non-obligatoire (CANO) de trois dollars pour venir en aide au CSPE, notamment dans le démarrage de la garderie. «La CANO pour le CSPE est passée à l'unanimité en assemblée générale. Les étudiants ont été clairement

la CANO et fasse tout payer aux étudiants», explique-t-elle. Or, en plus de compromettre l'obtention des subventions du Ministère, cela va à l'encontre de ce qui a été voté en assemblées générales. «Les étudiants n'ont pas voté une CANO pour augmenter la valeur immobilière de l'UQAM», lance Julie Noël.

Un besoin criant

Selon ses instigatrices, le projet de garderie du CSPE répondrait aux besoins particuliers des parents étudiants parce qu'il comporterait une grande pouponnière et offrirait un service à temps partiel. «Chaque jour, nous vivons la pression des parents qui attendent la venue de ce service-là. Chaque semaine, je reçois des téléphones et des courriels d'étudiants; tous s'évertuent à trouver un service de garde», raconte Mylène Geoffroy, coordonnatrice du CSPE.

À l'UQAM, un étudiant sur cinq est parent, ce qui représente une communauté de 8000 personnes. Malgré l'affiliation de trois Centres de la petite enfance (CPE) à l'UQAM, le besoin criant en places de garderie persiste. «Quand j'ai appliqué au CPE de l'UQAM, je me suis fait

convaincus que ça valait le coup», raconte le coordonnateur général de l'Association facultaire de science politique et droit, Samuel Ragot. L'UQAM s'est engagée à mettre de sa poche, mais sans donner d'intention précise. Les responsables du projet attendent ainsi depuis deux ans. Mais aujourd'hui, le temps presse. «On nous répondait toujours «on va attendre de voir si la CANO passe», raconte Julie Noël. Sa comparse, Gabrielle

«On craint que l'UQAM ne tienne pas ses promesses, profite de la manne d'argent qu'apporte la CANO et fasse tout payer aux étudiants.»

- Gabrielle Dumoulin, membre du Conseil d'administration du CSPE

Dumoulin, membre du conseil d'administration du CSPE, étudiante à la maîtrise en gestion et maman de Béatrice, 1 an, est sur l'UQAM ne tienne pas ses promesses, profite de la manne d'argent qu'apporte

découragée assez vite! Je suis 23^e en liste d'attente. Donc je risque de finir mon bac avant d'avoir une place», raconte Geneviève Dulude-Leblanc, étudiante à temps plein en gestion du tourisme et maman de Milan, 7 mois. Les trois CPE desservent



Gabrielle Dumoulin, membre du conseil d'administration du Comité de soutien aux parents étudiants, espère que les enfants comme sa petite Béatrice, 1 an, puisse se faire garder dans la nouvelle garderie au plus vite.

aussi les employés de l'UQAM. En conséquence, quatre demandes sur cinq de parents étudiants se voient refusées, faute de place. Bien que près de la moitié des parents étudie à temps partiel, ces CPE offrent uniquement un service à temps plein. Un seul d'entre eux accueille des poupons – dix en tout et aucun en bas de 12 mois. «Il est temps d'agir», pense Caroline Désy, éditrice d'une recherche de l'Institut d'études féministes sur les parents étudiants de l'UQAM. «On possède les données qui justifient que certaines mesures doivent être mises en place dès maintenant».

L'UQAM ne nie d'ailleurs pas l'importance du projet. Dans une lettre adressée au ministère de la Famille datant de 2010, les deux vice-rectrices, Diane Demers et Monique Goyette affirment qu'en plus d'avoir accepté de défrayer les honoraires d'un architecte afin de concevoir un plan d'aménagement et d'avoir inclus le projet à

son plan immobilier, «la Direction s'est montrée favorable à soutenir financièrement le projet, et ce, dans les limites du raisonnable». Mais, à l'approche de la date butoir, le financement se laisse désirer. Questionnés par *Montréal Campus* sur la participation financière de l'UQAM à l'aménagement de la garderie, les Services à la vie étudiante sont restés prudents. «Ce sujet fait l'objet de discussion avec le CSPE et nous ne pouvons pas nous avancer sur les résultats des discussions». Le CSPE demande que l'UQAM finance la moitié des coûts d'aménagement; les étudiants et le Ministère financeraient le reste. «C'est une demande raisonnable

puisque les trois autres CPE ont bénéficié du financement complet de l'aménagement en plus d'occuper gratuitement les locaux pendant de nombreuses années», estime Julie Noël, précisant que le CSPE paierait un loyer dès les débuts de l'occupation des locaux. Pour Gabrielle Dumoulin, la participation de l'Université est essentielle. «Ce serait un message que l'UQAM enverrait aux jeunes mères en leur disant qu'elles peuvent aller plus loin et devenir ce qu'elles ont envie de devenir. Qu'à l'UQAM, on va leur en donner les outils.»

Favoriser la réussite

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) souligne dans son mémoire sur les étudiants parents que l'aménagement d'une garderie telle qu'imaginée par le CSPE est la «clé de voûte» de ses recommandations. La directrice des Services à la vie étudiante, Manon Vaillancourt, affirme que l'UQAM va «certainement» dans le même sens que la CREPUQ.

librairie zone libre

10% à 15% de rabais

Pour les étudiants et enseignants



262 Ste-Catherine Est  Berri-UQAM

Tél.: 514-844-0756 - www.zonelibre.ca



Suivez **Montréal Campus** sur le Web

Que ce soit sur montrealcampus.ca, Facebook ou Twitter, vous trouverez des articles exclusifs et de l'information au jour le jour.

Esprit de clocher



Chahut au bahut

Le stress quotidien peut mener des étudiants au bord du gouffre. Il peut même à l'occasion amener les universitaires les plus brillants à faire des choses stupides, comme écouter des télé-réalités le dimanche soir. Même si cette activité peut paraître malsaine, elle n'est rien comparée à celle à laquelle se livrent certains étudiants de l'UQAM depuis peu. Et là, je vous parle d'un nouveau concept bien particulier. Il s'agit de l'AG-réalité.

Le 23 janvier dernier s'est tenu une assemblée générale pour les étudiants en langues et communication de l'UQAM à la Salle Marie-Gérin-Lajoie. Cette réunion qui devait, à priori, rassembler le plus grand nombre d'étudiants autour d'un débat sur les frais de scolarité est devenue un spectacle digne d'une télé-réalité. À l'exception d'un plateau de tournage, tous les éléments étaient présents pour la conception d'un épisode de *Loft Story*. Sous un ton faussement dramatique, des vedettes estudiantines et des militants idéalistes se sont échangé le microphone pendant plus de trois heures, et cela sans pause publicitaire. Au comble de cette confrontation, une étudiante a même soumis une motion pour le droit de rêver. Malheureusement pour elle, Martin Luther King Jr. n'était pas présent pour l'appuyer avec son « *I have a dream* ».

Pourquoi autant de dramatisation? Et bien, parce que cette semaine-là, la motion en danger était celle de la gratuité scolaire. Cette proposition, lourde de sens, aurait très bien pu être adoptée sans anicroche dans une assemblée antécédente. Pourtant, à l'aube d'une grève générale illimitée et d'une possible adhésion à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la motion avait une tout autre signification. Elle allait déterminer le ton que prendrait l'Association facultaire étudiante des langues et communication (AFELC) dans de futures négociations avec le gouvernement. Autant vous dire que si cette association emploie le même ton que ses membres en assemblée générale, elle aura franchement l'air ridicule.

La réalité est qu'avant même le 23 janvier, le débat était déjà terminé pour la moitié des étudiants présents à l'assemblée. De là, le spectacle déplorable qui en a résulté. Entêtés à faire un « *Vote and run* » sans argument, un peu plus de la moitié des personnes présentes ont bloqué la tenu d'un débat, allant jusqu'à empêcher le porte-parole de la CLASSE de prendre le micro et coupant court aux discussions pour proposer le plus rapidement les grandes questions du jour. Résultat, la motion pour la gratuité scolaire a été battue par 175 voix contre 139. Quelques secondes après le suffrage, des étudiants ont crié victoire sur les réseaux sociaux. Les voix de ces derniers ont d'ailleurs résonné très fort sur la Toile. Le mot clé #agafelc était, cet après-midi-là, la mention la plus citée à Montréal sur le réseau Twitter, devant Léon Mugesera et la famille Shafia.

Même s'il s'agissait de l'assemblée générale la plus peuplée depuis quelques années à l'AFELC, on ne peut pas parler d'une victoire. Quand des membres débattent pendant trois heures pour avoir le droit de débattre, on se pose des questions. En fait, c'est l'incertitude, le grand gagnant de cette assemblée. L'AFELC est aujourd'hui plus divisée que jamais. Et elle ne gagnera pas en stabilité d'ici le 14 février, le jour du vote pour la grève générale. J'espère seulement que la prochaine fois, on évitera de faire de l'AG-réalité et que les étudiants passeront à la parole plutôt qu'à la dérision. Désolé, chers étudiants en langues et communication, dans le genre, spectacle-réalité sordide, *Star Académie* fait déjà mieux.

Williams Fonseca-Baeta
Chef de pupitre UQAM
uqam.campus@uqam.ca

avec
les pros de l'impôt

J'EN AI POUR MON ARGENT

Grâce aux pros de l'impôt H&R Block, les étudiants comme moi peuvent profiter d'un tarif super avantageux et obtenir un remboursement moyen d'environ 1 000 \$!* Moi, je leur fais confiance chaque année.

Préparation de déclaration
AU TARIF ÉTUDIANT

29⁹⁵\$

Incluant une carte **SPC GRATUITE****



H&R BLOCK®

hrblock.ca | 800-HRBLOCK (472-5625)

© 2012 H&R Block Canada, Inc. *La moyenne est calculée sur le remboursement de toutes les déclarations d'impôt 2010 pour étudiant préparées au Canada du 1er janvier 2011 au 2 mai 2011. Le montant du remboursement moyen pour les étudiants a été calculé à 1 100 \$ CAD. Ce montant ne peut être garanti en raison des variations dues à la situation fiscale de chaque individu. **L'offre à 29,95\$ s'applique à la préparation de déclarations régulières pour étudiants seulement. Comprend l'option de Remboursement Instantané. Pour profiter de l'offre aux étudiants, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2011, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. L'offre prend fin le 31 juillet 2012. Valable seulement aux succursales H&R Block participantes au Canada. L'offre de la Carte SPC est valide du 01/08/11 jusqu'au 31/07/12 aux bureaux participants au Canada seulement. Pour les détenteurs de carte seulement. Les offres peuvent varier et des restrictions peuvent s'appliquer. L'usage peut être limité si la carte est utilisée avec une autre offre ou carte de fidélité du détaillant. Ne peut pas être utilisée pour l'achat de cartes-cadeaux ou certificats.

Publicité dans le Centre sportif de l'UQAM

La pub sur le podium

Étienne Dupuis

Persona non grata sur le campus, la publicité ne se taille une place qu'au sein du Centre sportif et dans les toilettes de l'UQAM, où elle aide à financer les bourses des étudiants.

C'est l'aurore. Un étudiant en communication à l'UQAM se rend au Centre sportif afin de faire son entraînement matinal. Assis dans le métro, il analyse une publicité placardée devant lui. La pub est omniprésente dans l'univers métropolitain. Sur les abribus, dans le transport en commun, sur les panneaux aux abords des autoroutes et même sur les bixis. L'Université figure, à ce jour, comme le seul village gaulois qui résiste à l'envahisseur.

L'Université, explique Benoit Giasson. Les publicités nous permettent de leur offrir de l'aide. Bon an mal an, c'est entre 30 000 \$ et 40 000 \$ qui sont remis en aide financière aux athlètes uqamiens. À l'extérieur des installations sportives de l'Université, la publicité est prohibée, enfin presque. Dans les années 90, l'UQAM a retenu le réseau Zoom média comme seul afficheur de publicité à l'intérieur de son enceinte. Cette entreprise gère les publicités qui se retrouvent dans les cabinets de toilette du

directement aux universités, mais pas par l'entremise de publicités», tranche-t-elle sèchement. Si sa formation politique tient une position nuancée sur la publicité dans les institutions publiques, elle croit tout de même qu'il faut tout mettre en œuvre pour la minimiser. «C'est un endroit où les gens vont travailler, clame sans hésitation Françoise David. Les gens ont choisi d'aller là, ils n'ont pas choisi de se faire bombarder de publicités.»

Pour les dirigeants du Centre sportif de l'UQAM, il n'y a pas lieu de créer un débat autour de la pub. «Notre clientèle est universitaire, elle sait différencier le bon du charrié», élabore Benoit Giasson. Il ajoute que l'UQAM n'a aucune règle sur les compagnies qui peuvent afficher ou non à l'intérieur des installations sportives. «Ce sont les règles de bon goût qui s'appliquent, atteste l'agent d'information du Centre sportif. Nous ne sommes pas là pour faire des débats politiques». Ça fait plus d'une décennie que la publicité est présente dans le centre d'entraînement uqamien et les plaintes sont rarissimes. Pour les étudiants, la publicité fait partie du décor. Benoit Giasson souligne que la publicité ne se retrouve pas dans une salle de classe, mais bien dans un endroit qui offre un service.

À bout de souffle à la sortie du gymnase, une étudiante qui passe par là lorgne une publicité de parfum mettant en vedette Jessica Simpson et tranche: «Si ça peut aider les athlètes de l'UQAM, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il y ait de la publicité ici.» ◀

«Si les compagnies veulent être généreuses et donner des bourses, qu'elles le fassent directement aux universités, mais pas par l'entremise de publicités.»

- Françoise David, porte-parole de Québec Solidaire

Et pourtant... En sillonnant les couloirs du Centre sportif de l'UQAM, l'étudiant est exposé aux multiples publicités qui colonisent les murs du bâtiment.

Le comité à la vie étudiante a enjoint il y a quelques années le Centre sportif de trouver des solutions pour s'autofinancer. «L'Université doit être inventive pour offrir des services de qualité, avance Benoit Giasson, agent d'information au Centre sportif de l'UQAM. La publicité est un des moyens qu'on a privilégié.» L'affichage de publicité interdit à l'intérieur de l'Université, le Centre sportif a dû obtenir une autorisation de la part de l'institution. «Étant donné qu'il s'agit d'un lieu de service et non un lieu d'enseignement et de recherche, la direction a obtempéré à la demande», explique la directrice de la promotion institutionnelle à l'UQAM, Nathalie Benoit.

Les revenus amassés par la publicité dans le Centre sportif sont entièrement redistribués en bourse aux étudiants athlètes. «L'Université n'est pas riche et nos étudiants sont souvent les premiers de leur famille à aller à

campus. «L'institution se fait régulièrement approcher par des compagnies qui souhaitent afficher ici, mais elle a toujours refusé», note Nathalie Benoit. Les redevances versées à l'UQAM par Zoom média sont également remises en bourses pour les étudiants à la maîtrise et au doctorat. Depuis l'instauration du réseau, c'est 43 000 \$ de plus par année en bourse qui est remis via la fondation de l'UQAM aux étudiants des cycles supérieurs. Même si les revenus sont redistribués aux étudiants, les entreprises ne doivent pas financer les activités universitaires selon Françoise David, porte-parole de Québec solidaire. «Si les compagnies veulent être généreuses et donner des bourses, qu'elles le fassent

Même son de cloche sur la montagne

À l'instar de sa voisine du centre-ville, l'Université de Montréal ne tolère la publicité que dans son centre sportif. L'argent amassé fait partie du budget d'opération du Centre sportif de l'Université de Montréal (CEPSUM). «L'impact de la publicité est probablement plus grand chez nous parce que le public a accès à nos installations contrairement à l'UQAM», note Benoit Mongeon coordonnateur communication et marketing au CEPSUM.



Photo: Étienne Dupuis

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Web HT.0

Pour une société informée: la pertinence numérique et ses défis pour les sociétés démocratiques du XXI^e siècle

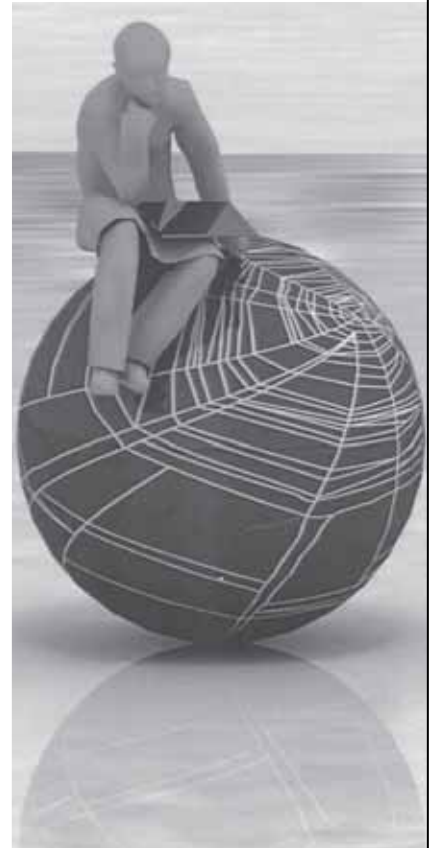
Par Daniel J. Caron, bibliothécaire et archiviste du Canada



Photo: Jean-Marc Carisse

Cette conférence fait suite à la publication, chez l'éditeur français Hermann, du livre du même titre. Son auteur, qui prononcera cette conférence pour la première

fois, traitera de l'impact du numérique sur le document et sur la production documentaire ainsi que de la manière dont celui-ci affecte la vie quotidienne, tant individuelle que collective.



Le jeudi 2 février à 12 h

B Billet nécessaire

Gratuit • Aucun billet sur place

banq.qc.ca •  

Venez faire connaissance!

À l'Auditorium
du Centre d'archives de Montréal
535, avenue Viger Est
☉ Berri-UQAM ou Champ-de-Mars

Bibliothèque
et Archives
nationales

Québec  

Retour aux études à l'UQAM

Cheveux gris et sac à dos

Laura Pelletier B

Leur expérience professionnelle n'a d'égal que leurs cheveux gris. Mais dans le nouveau marché de l'emploi, des quadragénaires doivent refaire leurs classes pour gravir les échelons.

Sylvain Fortier, 46 ans, est étudiant au baccalauréat en journalisme à l'UQAM. Il fait partie des quelque 4700 étudiants de plus de 40 ans. Malgré ses 11 années d'expérience en radio communautaire, un diplôme manquant l'a empêché d'obtenir un emploi d'animateur à la radio d'État. «J'ai compris que pour avancer

la scolarisation, de l'offre et des exigences sur le marché de l'emploi, beaucoup d'adultes retournent comme lui sur les bancs d'école où ils font face à de nouveaux défis.

Le professeur du département d'organisation et ressources humaines de l'UQAM Denis Morin a constaté ce phénomène depuis plusieurs années. L'ancienneté n'est

établi. «On demande aussi un savoir-faire et savoir-être. Les gens qui appliquent pour des postes de haut niveau doivent souvent passer des tests cognitifs, des tests de personnalité», explique-t-il. On peut développer ces qualités avec l'expérience ou à l'université, selon le professeur, mais il admet que plusieurs employeurs valorisent les études universitaires au détriment de l'habileté technique.

Le spécialiste des ressources humaines constate aussi de l'âgisme sur le marché de l'emploi. À compétences similaires, entre un jeune sorti tout droit des bancs d'école et un homme d'âge mûr, c'est souvent le premier qui obtient l'emploi. «Ça devrait être le contraire, car la population active vieillit. On travaille jusqu'à 70 ans maintenant et ça va continuer à être comme cela. Il faut que les entreprises constatent cette nouvelle réalité.»

Les «hors-champ»

En attendant, cheveux gris ou non, les adultes qui vivent une situation comparable à celle de Sylvain Fortier choisissent de se mêler aux jeunes fringants du milieu universitaire, qui ont parfois l'âge de leurs propres enfants. Et ce nouveau monde n'est pas sans obstacles.

À son entrevue de sélection

pour le programme de journalisme, Sylvain Fortier n'est pas passé inaperçu. Des finissants présents lui ont avoué qu'ils n'avaient jamais vu d'étudiants de son âge dans le programme. «En plus, mon expérience n'avait pas l'air d'intéresser ceux qui ont fait mon entrevue. J'étais intimidé», avoue-t-il. Une fois admis, celui qui se croyait à l'affût de la technologie s'est senti «hors-champ» en entrant dans une classe remplie de téléphones intelligents. Lorsqu'est venu le temps de former des équipes, les étudiants n'étaient pas tous à l'aise d'aller vers un homme plus âgé. «J'arrive dans le programme de journalisme et je suis le seul vieux. C'est correct, je suis ouvert d'esprit et certains étudiants aussi, mais en même temps, on ne se cachera pas qu'il y a une certaine dichotomie.»

Même sa sagesse est parfois un handicap pour lui, à sa grande surprise. «J'arrive à l'université dans un cours d'histoire. Je suis allumé, j'ai le goût de faire une discussion, mais j'ai remarqué que ça n'intéresse pas nécessairement les autres. J'ai une grande gueule, je fais de la radio! J'ai appris à doser.» De plus, il trouve dommage que son expérience ne soit pas mise au profit des autres étudiants. «Je n'ai pas vraiment été accueilli. Il y a des choses que je pourrais

faire pour aider mes collègues, mais ce que je reçois, c'est un gros "Ouin, pi?". Je trouve que l'approche de l'UQAM est assez bancale.» S'il avait été aux ressources humaines de Radio-Canada, le professeur Denis Morin avoue qu'il se serait montré plus flexible pour un cas comme celui de Sylvain Fortier. «Pour quelqu'un qui a 11 ans d'expérience en radio, j'aurais indiqué que le certificat suffit.» Il comprend qu'en matière d'équité, la société veuille mettre les mêmes exigences pour tout le monde, mais il croit tout de même qu'il faut analyser les dossiers de façon plus nuancée.

Après une pause d'une session, Sylvain Fortier est déjà en manque de radio. Il prévoit renouer avec sa passion à l'automne prochain. «Pour l'instant, je me concentre sur mon retour aux études.» Dès que son curriculum vitae sera garni d'un diplôme supplémentaire, il tentera une nouvelle fois d'entrer à Radio-Canada. Celui qui a animé des émissions de radio de Montréal à Iqaluit reste toutefois ouvert aux nouvelles avenues que sa formation universitaire lui fera découvrir et il profitera des stages pour mettre les pieds dans la grande boîte. ◀

«Je n'ai pas vraiment été accueilli. Il y a des choses que je pourrais faire pour aider mes collègues, mais ce que je reçois, c'est un gros "Ouin, pi?". Je trouve que l'approche de l'UQAM est assez bancale.»

- Sylvain Fortier, 46 ans, étudiant en journalisme

dans ma carrière et avoir de meilleures conditions de travail, il me faut un baccalauréat, donc me voilà!» Face à l'augmentation de

plus le principal facteur permettant de graver les échelons. La scolarisation est à la base de la sélection et de nouveaux critères ont été

Communauté de trentenaires

À l'Université de Montréal, la plupart des étudiants adultes font partie d'une faculté à part: celle de l'éducation permanente. «Elle regroupe 7000 adultes dont l'âge moyen est de 33 ans. Trente pourcent d'entre eux possédaient déjà un diplôme universitaire, mais retournent aux études vu la difficulté du marché de l'emploi», explique Claude Garon, chercheuse et rédactrice pour l'Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté permanente de l'Université de Montréal. Une trentaine de programmes de certificat leur sont offerts et ils peuvent obtenir un baccalauréat par cumul. Bientôt, ils pourront suivre un diplôme d'études supérieures spécialisées.

Un baccalauréat, un emploi

Les données du marché du travail confirment qu'actuellement, un diplômé met plus de chances de son côté. Selon des données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada de 2011, au Québec, le taux d'emploi des individus possédant au moins un baccalauréat est de plus de 70%.



* Yogourt aux fruits 1.99\$

Valide seulement aux DD de la Place Dupuis et du métro Berri jusqu'au 24 juin 2012

DUNKIN' DONUTS

10% DE RABAIS SUR PRÉSENTATION DE VOTRE CARTE UQAM

*Sauf sur spéciaux



UL CAMPUS SAVOIR

TIMEMENT UN MEILLEUR JURISTE.

JE BÂTIS MON AVENIR AUX CYCLES SUPÉRIEURS DE LA FACULTÉ DE DROIT.

ulaval.ca/cycllessup
1 877 893-7444



UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté de droit



Mariages arrangés au Canada

Mariage d'inconvenance

Sandrine Champigny

En quête d'une vie meilleure, plusieurs immigrants sont prêts à se marier avec des inconnus pour obtenir leur laissez-passer pour le Canada. La lune de miel est parfois de courte durée.

1992, Algérie. Fatima*, alors âgée de 26 ans, reçoit une offre des plus alléchantes: un billet d'entrée au Québec en échange d'un... mari. Algérien d'origine et citoyen canadien, ce dernier était à la recherche d'une femme de son pays, aux mêmes valeurs que lui. Fatima a vu en lui une chance en or. Quant au coup de foudre, elle l'attend toujours.

«Je ne l'ai jamais aimé, je ne l'aimerai jamais, lance d'entrée de jeu Fatima, assise à une table du petit local communautaire de Rosemont. Je me suis accrochée à lui

candide. Tout ça, c'était seulement pour venir au Canada, seulement pour améliorer ma qualité de vie». Après seulement un mois de fréquentation, les nouveaux tourtereaux étaient enfin unis. Les démarches d'immigration et de parrainage se sont vite enclenchées. «En un an, j'étais au Canada. On ne nous a posé aucune question, malgré le fait que nous n'avions passé qu'un mois ensemble.»

La police des noces

La lutte pour essayer de contrer les mariages-passeports se fait sentir dans les bureaux d'Immigra-

tion Canada, rapporte Julie Lafortune. Le pays a d'ailleurs augmenté le nombre de ses entrevues dans les bureaux à l'étranger où les cas sont plus fréquents. Alors qu'en 1998 les demandes d'immigrations acceptées pour regroupement familial – catégorie qui englobe le parrainage – se chiffraient à 29,2%, le Canada a autorisé 21,5% des demandes en 2010. Une baisse importante, conséquence de la vigilance accrue de l'association gouvernementale.

Dans des cas comme celui de Fatima, il est délicat de prouver la bonne foi des mariés. Le contrôle des agents de Citoyenneté et Immigration Canada se fait surtout au niveau des intentions des couples. La tâche reste ardue en ce qui concerne le parrainage. «Les agents utilisent différentes techniques pour déceler un mariage frauduleux, notamment l'examen de documents, les visites et les entrevues avec les répondants et les demandeurs d'asile», précise Julie Lafortune. Comme chez certaines communautés il est normal de contracter un mariage arrangé, les agents d'Immigration Canada sont formés dans l'optique

de reconnaître cette pratique culturelle, ajoute la porte-parole.

Faire la différence entre un mariage d'intérêt et un mariage sincère n'est pas une mince tâche. C'est à ce moment que David Chalk, avocat en immigration pour la firme Robinson, Sheppard & Shapiro, entre en jeu. Ce dernier tente de faire valoir la bonne foi du couple, dans la mesure de leurs traditions culturelles.

David Chalk souligne l'importance pour l'agent de comprendre la situation du couple. «Ce qui peut sembler banal dans certaines cultures peut paraître impensable pour un agent avec une mentalité occidentale.» L'avocat raconte d'ailleurs avoir eu

une cliente du Bangladesh qui a tout abandonné pour se marier avec son cousin. «Elle avait vécu presque toute sa vie ici, fréquentait un Québécois, mais est partie se marier au Pakistan pour perpétuer la tradition familiale.» Professeur au département des sciences de religions de l'UQAM, Mathieu Boisvert explique que dans des pays comme l'Inde par exemple, les mariages arrangés sont la norme. «La question de caste est très importante là-bas, on se marie entre gens de même classe sociale. Les parents qui arrangent les mariages cherchent à trouver à leurs enfants un partenaire qui va partager les mêmes rituels qu'eux». En Algérie, le pays d'origine de

Fatima, il est fréquent de se marier pour être parrainé. «Je connais plein de gens qui ont vécu des histoires comme la mienne, confie-t-elle. C'est difficile d'être ici, mais c'est plus difficile d'être là-bas.» Aujourd'hui, 20 ans plus tard, impossible de retourner en arrière. Mère de trois enfants avec l'homme qui lui a fourni son billet d'entrée, elle est aux prises avec d'énormes responsabilités. «Je n'avais pas l'intention de rester avec lui, avoue-t-elle, émotive. J'ai attendu la violence pour trouver une raison de partir, mais elle n'est jamais venue. J'ai l'amour de mes enfants et pour eux, je ne quitterai jamais leur père. Ma vie est ici maintenant.» ◀

* nom fictif

«Ce qui peut sembler banal dans certaines cultures peut paraître impensable pour un agent avec une mentalité occidentale.»

- David Chalk, avocat en immigration

parce que je savais qu'il me ferait obtenir ma citoyenneté canadienne». Cette histoire n'est pas seulement la sienne, mais celle de certaines de personnes qui se contentent d'un mariage arrangé pour élire domicile au Canada.

En 2010, plus de 46 300 demandes d'immigration d'époux, conjoints de fait ou partenaires conjugaux ont été traitées, rapporte Julie Lafortune, porte-parole et conseillère en communications à Citoyenneté et Immigration Canada. De ce nombre, environ 16% des demandes ont été refusées en raison de preuves de la non-authenticité de la relation. Difficile cependant d'évaluer le nombre de mariages arrangés dans le lot, avertit Julie Lafortune. Pour Fatima, l'appât de la résidence permanente a été un facteur d'encouragement. Comme le but ultime était de devenir citoyenne canadienne, l'Algérienne n'a pas hésité une seconde quand est venue la proposition de mariage. «Je l'ai séduit, j'étais la femme parfaite, j'ai cherché des astuces pour l'avoir, confie-t-elle,

tion Canada, rapporte Julie Lafortune. Le pays a d'ailleurs augmenté le nombre de ses entrevues dans les bureaux à l'étranger où les

Complice de votre quotidien... à deux pas de l'UQAM.

rabais étudiant 10% sur marchandises et services sélectionnés chez les marchands participants.

Berri-UQAM
845, rue Sainte-Catherine Est, à l'angle de la rue Saint-Hubert
Téléphone : 514 284-3566

Place Dupuis

PORTES OUVERTES Mardi 7 février 2012

Modifiez votre profil

Pour profiter de l'effet d'entraînement des professeurs renommés et de la vie étudiante de l'UQAM, faites votre choix parmi nos programmes aux trois cycles.

etudier.uqam.ca
L'effet UQAM

Les collectionneurs

Passion dévorante

Étienne Dupuis

Si la passion de collectionner débute souvent à la petite enfance, elle ne s'estompe que rarement et peut se transmuier en réelle pathologie.

Pour Claude, chaque dimanche soir, c'est la même ritournelle. Bivouaqué dans une petite pièce de son sous-sol de la Rive-Nord – une vraie caverne d'Ali Baba –, il est à l'affût de tout ce qui se dit et se fait dans le monde du sport. Le congé dominical n'est pas de tout repos pour ce collectionneur de 56 ans. En plus d'enregistrer les faits saillants sportifs à la télévision et de découper les articles qui traitent de sports dans les journaux, il réaménage perpétuelle-

que je veux, je suis pire qu'un enfant», badine Claude. Qu'elle soit une accumulation aliénée ou une poursuite de tradition familiale, la propension à collectionner suscite des sentiments analogues chez les collectionneurs: l'enivrement ressenti lors de l'achat de la perle rare et le même atterrement advenant l'impossibilité de s'en porter acquéreur. Pour Claude, à l'emploi de la brasserie Molson, l'achat voué à ses collections est synonyme de bonheur. «Je suis matérialiste, j'aime les

leur temps de loisir. «Disons que je mets deux heures par jour à gérer ma collection et une vingtaine d'heures par semaine», révèle Claude, assis dans ce qui s'avère être son poste de commandement. Le féru d'objets est conscient de l'investissement que sa collection requiert. Il avoue néanmoins avoir de la difficulté à chiffrer la valeur totale de ses collections. «Il y a en a pour des milliers de dollars ici», évalue Claude à la volée.

Se frayant un chemin à travers l'amas d'objets muséologiques, il arrête devant les statuettes des joueurs des expos. «Lors de leur dernière année à Montréal, j'allais les voir au Stade Olympique et j'achetais des dizaines de billets pour pouvoir avoir les différentes *bobbleheads* qu'ils donnaient gratuitement», se remémore l'amateur de sports.

Si certains peuvent croire que collectionner est un trouble obsessionnel compulsif, il n'en est rien pour le psychiatre au Centre d'étude de la famille à Paris, Robert Neuberger. «Nous sommes tous compulsifs. C'est pourquoi le "collectionnisme" n'est ni un comportement pathologique ni



Photo: Étienne Dupuis

Le sous-sol de Claude est une vraie caverne d'Ali Baba: casquettes, cartes, tasses, figurines, ... tout à l'effigie du Canadien de Montréal. Collectionneur et fanatique de sport, Claude met la main sur tous les articles sportifs possibles et imaginables.

une maladie. On peut même dire que c'est un traitement en soi», précisait-il en entrevue avec *Psychologies magazine* il y a quelques années. L'anthropologue Serge Bouchard croit pour sa part

que le «collectionnisme» peut être une pathologie. Il soutient que le comportement de collectionneur devient maladif s'il s'agit de la seule activité d'une personne. «Collectionner, c'est le refuge des misanthropes, de ceux qui sont blessés et qui sont plus à l'aise avec des objets qu'avec des humains», maintient l'animateur de l'émission *De remarquables oubliés* sur la première chaîne de Radio-Canada. Claude considère ses collections comme une passion et non comme une maladie. «J'aime les objets, c'est tout, plaide l'amateur de sports. Les objets, ça ne t'écoeure pas.»

Sur un des murs de son sous-sol, une affiche du regretté animateur de l'émission *Hors jeu* au Réseau des sports, Paul Buisson, joue le rôle de gardien de la collection. «Il aimait le sport, alors je l'ai mis dans le coin comme s'il regardait tout ça, explique Claude, visiblement ému. Feuilletant les recueils dans lesquels sont raboutés les pointages de tous les matchs des Canadiens depuis 1970, Claude croit posséder tout l'or du monde dans sa maison. «Je suis protecteur de deux choses dans ma vie: ma famille et mes collections. Les gens de ma famille sont tannés, ils me disent d'arrêter. C'est certain qu'à un moment donné, il va falloir que je cesse d'acheter». Le sous-sol de Claude est plein à craquer. Quant aux objets disséminés dans son garage, le collectionneur entend leur trouver une place au sein de son pacotole. Ses objets sont intrinsèques à sa vie. Après quelques moments d'hésitation, il s'épanche. «S'il y avait un feu chez moi, je crois que je serais dedans.»

«J'aime les objets, c'est tout.

Les objets, ça ne t'écoeure pas.»

- Claude, collectionneur d'articles sportifs

ment sa collection et s'efforce de trouver de la place à ses nouveaux objets, pour le moment confinés dans son garage. Ce fanatique de sport investit des sommes considérables d'argent et de temps pour gérer ses collections.

Bien plus qu'un simple passe-temps, les collectionneurs vouent une réelle dilection pour leurs objets. «Si je ne peux pas avoir ce

belles choses et en acheter, ça me rend heureux», avouet-il sans gêne.

Il est étonnant de voir ce que certains collectionneurs font par amour de leur collection. Selon un essai sur les collectionneurs de l'ethnologue français Claude Frère-Michelat, la majorité des collectionneurs dépense entre 5% et 20% de leur budget dans leurs trésors et investi entre 10% et 100% de



**Librairie
Marché du livre**

À deux pas de la Grande Bibliothèque
801, de Maisonneuve Est
(angle Saint-Hubert, métro Berri-UQAM)
Montréal QC H2L 1Y7

514 288-4350

marchedulivre.qc.ca
librairie agréée

Littérature - Art - Référence - Nouveauté

**Plus de 10 000
bandes dessinées en librairie**

OUVERT 7 JOURS DE 10H À 21H

**Livre, bande dessinée,
disque, CD + DVD
d'occasion**



799, avenue du Mont-Royal Est
(angle Saint-Hubert)
Montréal QC H2J 1W9

514 523-5628

**La BOUQUINERIE
du plateau**

**BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES
NATIONALES DU QUÉBEC**

**Programme de soutien
à la recherche**


Par son programme de soutien à la recherche, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) vise à promouvoir des travaux scientifiques portant sur un aspect ou une composante de ses fonds d'archives et de ses collections patrimoniales ou encore sur un sujet lié aux missions de l'institution.

Bourses offertes aux chercheurs du Québec

- deux bourses de doctorat (12 500 \$ chacune)
- deux bourses de maîtrise (9500 \$ chacune)
- une bourse additionnelle de doctorat (12 500 \$) ou de maîtrise (9500 \$)
- une bourse Relations France-Québec (3500 \$)

La date de tombée des candidatures de maîtrise est le 1^{er} mars 2012. Le programme bénéficie de l'appui financier de la Fondation de BANQ.

Renseignements
Direction de la recherche et de l'édition
Téléphone : 514 873-1101, poste 3831
Courriel : info.recherche@banq.qc.ca
Règlement complet : banq.qc.ca/psr

**Bibliothèque et Archives nationales
Québec** 



«Hacktiviste» en herbe

«Imagine a world without knowledge», pouvait-on lire sur la page d'accueil de Wikipedia le 18 janvier dernier. Alors que les discussions continuent aux États-Unis concernant le projet de loi Stop Online Piracy Act (SOPA) — pour la régulation des gouvernements du droit numérique du cyberspace —, l'encyclopédie libre a déclaré une journée de grève complète. Une JOURNÉE? Genre, 24 heures... 1 440 minutes? La première chose qui me vient à l'esprit, c'est de savoir comment je vais faire cet après-midi, quand le prof va dire le nom de ce personnage dont je n'ai jamais entendu parler avant. D'habitude, en deux clics, me voilà sur Google et Wikipedia vient à ma rescousse. Pas aujourd'hui.

Je m'imagine alors un scénario très probable. Allons-y avec de la caricature pure et simple: des millions de jeunes roulés en boule sur le sol de leur salle de classe, à pleurer et crier pour un accès gratuit à de l'information gratuite. Dure la vie, n'est-ce pas?

Ce piquet de grève numérique m'a fait réaliser à quel point je suis dépendant du Web. Si compulsif que j'ai décidé de faire du droit numérique mon combat au cours des derniers jours. Un statut Facebook pour rallier les gens, un petit article dans mon blogue personnel... à la guerre comme à la guerre, comme on dit.

Le SOPA, c'est n'importe quoi. Si le projet est adopté, il s'agit d'une forme indirecte de censure qui menace l'Internet tel que nous le connaissons. Nous sommes en 2012, bon sang. Avec l'avènement de l'Internet au début des années 2000 et des nouvelles technologies développées chaque jour, nous sommes à un point de non-retour. Vouloir faire passer un projet de loi tel que le SOPA ou son équivalent canadien, soit la «modernisation du droit d'auteur» (mieux connu sous le nom de C-11), c'est insensé. Modernisation? Mon œil.

Une telle proposition — et éventuelle adoption — vient mettre mes convictions en branle. Je suis si habitué aux services que l'Internet offre présentement que peser les avantages sociaux contre les droits de propriété intellectuelle me donne une migraine incontrôlable. Prenons l'exemple d'un fanatique de *Star Trek*, qui télécharge les épisodes de son émission religieusement. Son objectif est-il de blesser la franchise? Au contraire, il veut favoriser le succès de la série, et non l'atténuer. Pourtant, son acte — illégal — n'aide pas à remplir les coffres de l'émission. Si ce *klignon* ne paye pas un prix pour télécharger son épisode, il faut bien que quelqu'un ait payé pour le fournir. STOP! Je ne veux pas y penser. En résumé, nous sommes des enfants de l'Internet et nous avons été pourris gâtés. Depuis son arrivée, il a été question d'assimiler son utilisation, non de la questionner.

Le lendemain de la grève Wikipedia, la fermeture du site de téléchargement populaire Megaupload met le feu aux poudres et sème la zizanie sur la Toile. Sagement allongé sur mon lit, je reçois une alerte Facebook. «C'est la guerre! Ça explose de partout! J'espère que tu suis ça», me dit un ami de longue date. Sous mes yeux, une guerre mondiale 2.0. Les sites du FBI, du département américain de la Justice, des syndicats américains de l'industrie du disque et du cinéma, ainsi que de l'Élysée en France, ont été la cible des pirates informatiques surnommés Anonymous. Services ralentis, pages non disponibles, notes de musiques subtilement ajoutées à la barre de navigation... des actes dignes d'un bon film d'action.

Mais qui sont ces Anonymous, au juste? Des pirates informatiques, certes, mais surtout des altermondialistes numériques. Sans réelle organisation, il s'agit d'un groupe informel à l'image des indignés de Wall Street. Si à l'automne dernier je n'étais pas 100% derrière les contestataires de ce mouvement planétaire, me voilà à crier tout seul derrière mon ordi, un soir d'école, dans ma maison située au fin fond de l'Ouest-de-l'Île.

Avec le projet de loi C-11 du gouvernement Harper prévu à l'agenda législatif, le Canada n'a qu'à bien se tenir. Avec des mesures semblables à celles du SOPA, la modification de la loi concernant le droit d'auteur obligerait les fournisseurs de services Internet à bloquer des sites précis afin de protéger le marché canadien du téléchargement en ligne. Notre premier ministre est un conservateur, cher lecteur. Veuillez l'excuser. Qui dit conservateur, dit forcément l'adoption de politiques de «deux pas en avant, un en arrière».

Ewan Sauves
 Chef de pupitre Société
 societe.campus@uqam.ca

Trouble alimentaire PICA

Festin quinquiller

Étienne Dupuis

Si l'idée d'ingérer des objets paraît absurde à première vue, cette envie insolite est un combat de tous les instants pour certains. Ce comportement peut devenir funeste chez ceux qui croquent à belles dents ce qui leur tombe sous la main.

La cloche retentit. Dans le brouhaha des élèves qui se précipitent vers la cour d'école, l'estomac de l'enseignante, Naïma, crie famine. Après s'être assurée que les derniers retardataires aient franchi le seuil de la porte, la Française de 36 ans, enceinte, fouille dans le tiroir de son bureau à la recherche de la parfaite collation. Les futures mères ont

sonner l'alarme: la craie est un remarquable pansement gastrique pour les femmes enceintes. «J'ai donc continué à manger des craies sans me poser de questions», lâche la femme de 36 ans.

Psychologue au Service québécois d'expertise en troubles graves du comportement (SQETG), André Lapointe en a vu de toutes les couleurs. C'est tout juste s'il n'a pas aperçu quelqu'un

semble coller à la situation de Naïma. Une carence nutritionnelle aurait ainsi pu l'inciter à ingérer tout ce qui se trouve devant elle, dans l'espoir d'acquiescer les nutriments manquants.

«Le PICA peut être déclenché après une période de stress très intense. Or, la grossesse d'une femme en est une et pourrait expliquer le trouble», analyse André Lapointe. Bien que ce syndrome se retrouve chez les femmes enceintes, la plupart des personnes atteintes ont une déficience intellectuelle importante. «Ceux qui souffrent de PICA et n'ont pas de retard mental sont rares et il est assez simple, chez eux, d'alléger les symptômes», précise le psychologue. Difficile, cependant, d'obtenir un diagnostic clair quand aucun spécialiste n'est en mesure de le poser. Pour Naïma, délaissier la craie a été un processus des

plus laborieux. «J'ai continué à manger de la craie pendant encore trois ans, par pure habitude, se remémore l'enseignante. Un petit centimètre de craie pouvait me calmer pendant des heures.» Après sa grossesse, le retour à la routine l'aura finalement sauvée de sa dépendance. «J'avais mon paquet de craies au fond de mon sac et j'en grignotais discrètement un morceau quand j'en avais envie, ce n'est pas comme manger un mur ou une table, raconte la Française. Puis, j'oubliais d'acheter des craies, je me suis donc rendu compte que je n'en avais plus vraiment envie et j'ai arrêté du jour au lendemain d'en manger». Pour d'autres moins chanceux, le PICA peut s'avérer fatal. Comme quoi l'expression «crever de faim» peut parfois prendre tout son sens. ◀

«J'avais mon paquet de craies au fond de mon sac et j'en grignotais discrètement un morceau quand j'en avais envie.»

- Naïma, une enseignante qui a souffert du trouble alimentaire PICA

souvent des goûts bien farfelus durant leur grossesse. Plutôt déconcertant tout de même de voir l'enseignante ressortir de son tiroir, non pas une pomme, mais... une craie.

«Vers mon troisième mois de grossesse, j'ai commencé à avoir envie de choses terreuses sans bien définir ce dont j'avais envie, confesse Naïma, d'origine algérienne. Un jour, j'ai goûté un morceau de craie et j'ai adopté!» Naïma, qui reluquait également le plâtre et la terre des patates, consommait jusqu'à trois craies par jour. «C'est assez étrange, mais c'était une envie très présente et difficile à définir, détaillait-elle. Je désirais quelque chose de poudreux et ferme». Son désir d'engouffrer des craies est devenu, de son propre aveu, une véritable obsession.

Le syndrome de PICA est un trouble alimentaire caractérisé par une envie soudaine d'ingérer des substances non comestibles sur une période de plus d'un mois. «J'ai expliqué ma situation à mon médecin, il a cru à une plaisanterie», raconte Naïma, pantoise. Selon son médecin, aucune raison de

engloutir un mur. «J'ai vu des gens manger des bouts de cigarettes qu'ils trouvaient par terre, des batteries, des vis, des clous et des gants en latex», énumère le thérapeute, manifestation difficile à impressionner. Si le syndrome de PICA fait couler beaucoup d'encre sur la Toile, les recherches sur le sujet sont rarissimes. «En Grande-Bretagne, des chercheurs ont suivi plusieurs patients atteints de PICA et au bout de dix ans, environ 15% des cobayes étaient morts. Certains patients avaient même été opérés jusqu'à sept fois pour se faire retirer des corps étrangers», relate le psychologue.

Dépourvus

Malgré le manque d'études sur le sujet, un coup d'œil rapide sur les blogues témoigne d'un problème non négligeable. Pourtant, les experts en la matière ne sont pas légion. Difficile donc pour une personne atteinte du trouble alimentaire PICA d'obtenir un diagnostic clair. Selon le psychologue au SQETG, si les causes du syndrome diffèrent d'une personne à l'autre, la thèse du déséquilibre alimentaire



Toute la technologie à votre service
 Tous les services au même endroit

CD
 CENTRE DENTAIRE
 DE
 HAUTE TECHNOLOGIE
 DU QUÉBEC

Dre Joëlle Marcil
 Chirurgien Dentiste

Dre Roxane Katiya
 Chirurgien Dentiste

URGENCE 514.524.6848
 1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
 www.centredentairedehautetechnologie.com

Orthodontie invisible - Invisalign

Membres de l'A.S.E.Q.

- Métro Papineau
- Métro Sherbrooke
- 45 coin Sherbrooke
- 24 est coin Papineau
- Ligne verte
- Ligne orange

Inclusion du patrimoine immatériel

Dépenser pour un héritage

Philippe Lépine

L'adoption de la nouvelle loi sur le patrimoine culturel ne s'avérait qu'une simple bande-annonce, selon certains spécialistes impatientes. Intrigante, mais sans dénouement concret pour l'instant. Le suspense se poursuit.

La saga du projet de loi 82 sur le patrimoine culturel semblait s'être achevée par l'adoption de celui-ci en octobre dernier. Même si le canevas est maintenant rédigé et approuvé, les principaux acteurs en préservation du patrimoine n'en sont qu'aux prémisses. Ils se questionnent encore et ne s'entendent pas sur le type de mécanisme à mettre en place pour bonifier le scénario futur.

patrimoine vivant (CQPV), Antoine Gauthier, ce procédé comporte plusieurs failles. «Personne n'utilise ça. Ça ne sert à personne et à aucune étude. Il faut plutôt trouver la forme qui va intéresser les gens. Le but n'est pas de faire des archives, mais que ça continue d'être pratiqué», croit-il. Selon Laurier Turgeon, les allégations du directeur du CQPV découlent de jalousie envers les subventions reçues par l'Université Laval.

Il taxe certains intervenants actifs dans la préservation du patrimoine d'opportunistes qui tendent à faire de la désinformation en se proclamant, à tort, spécialistes en matière de patrimoine immatériel. «Il y a dix ans, la population disait que le patrimoine vivant ne valait rien et quand c'est devenu à la mode, tout le monde s'est intéressé à ça», s'agace le spécialiste.

En attendant

«Il est encore prématuré pour parler de développements», affirme Daniel Arsenault, directeur du Centre d'Études interuniversitaires sur les Lettres, les Arts et les Traditions (CELAT) et chercheur fondateur du nouvel Institut du Patrimoine à l'UQAM. Si des recherches sur le patrimoine immatériel sont effectuées depuis plus de 40 ans au Québec, le ministère de la Culture vient à peine d'amor-

nouvelle législation pour dire où ça s'en va juridiquement», soutient Antoine Gauthier.

Des montants d'argent ont toutefois été annoncés récemment pour aider les communautés inuits à documenter leur patrimoine immatériel. D'ailleurs, le ministère de la Culture prévoit renouveler l'expérience en mandatant les municipalités d'identifier et même de gérer, elles-mêmes, le patrimoine de leur région. «Ce n'est pas mauvais en principe, mais quand on délègue, il faut que ça s'accompagne de montants d'argent. C'est pourquoi l'attribution des fonds s'annonce laborieuse», souligne Daniel Arsenault.

Le Parti québécois, globalement satisfait de la nouvelle législation, se questionne aussi sur l'absence actuelle de plan d'action clair et de développements concrets dans le dossier. «Théoriquement, il devrait y avoir une étude sur



«Scène de sucrerie», oeuvre canadienne-française illustrant les étapes de la fabrication du sirop d'érable.

«Pour qu'une tradition survive, on doit s'adapter au monde actuel. Plus on imite les anciens à la lettre, plus ça conduit à la mort d'une pratique.»

- Laurier Turgeon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique et directeur de l'Institut du patrimoine culturel à l'Université Laval

Alors que certains défendent les bienfaits d'un inventaire de l'immatériel, d'autres croient plutôt à une méthode axée sur la promotion. Depuis 2004, Laurier Turgeon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique et directeur de l'Institut du patrimoine culturel à l'Université Laval, a échafaudé un inventaire multimédia exhaustif du patrimoine immatériel. «Il permet de connaître, d'archiver et de véhiculer notre héritage. Tous les textes, images et effets sonores sont accessibles sur un site Internet. C'est une première mondiale», s'enthousiasme le spécialiste. Mais pour le directeur du Conseil québécois du

«Monsieur Gauthier donne des avis qui ne sont pas toujours bien documentés ou bien contextualisés, protestait-il. Ce ne sont pas des chercheurs, mais des praticiens qui œuvrent en ethnologie depuis peu alors qu'il y a des experts qui étudient les questions patrimoniales depuis des années.» Celui qui se concentre sur la question depuis 20 ans dénonce également le manque de créativité du CQPV en accusant ses membres de trop facilement tomber dans la reproduction des répertoires antiques. «Pour qu'une tradition survive, on doit s'adapter au monde actuel. Plus on imite les anciens à la lettre, plus ça conduit à la mort d'une pratique», ajoute Laurier Turgeon.

«On aimerait avoir une consultation publique pour discuter des modalités d'application de la loi. Il n'y a rien qui est suffisamment différent dans la nouvelle législation pour dire où ça s'en va juridiquement»

- Antoine Gauthier, Directeur du Conseil québécois du patrimoine vivant

cer la mise en place de structures pour mettre en valeur le patrimoine immatériel. «On aimerait avoir une consultation publique pour discuter des modalités d'application de la loi. Il n'y a rien qui est suffisamment différent dans la

terrain en ce moment, mais il n'y a encore rien de publicisé, indique Maka Kotto. Il est encore tôt, mais une transition s'impose entre la phase de laxisme d'avant et la phase convoitée.» La suite dans le prochain épisode. ◀

Définition

Le patrimoine immatériel, aussi appelé patrimoine vivant, regroupe l'ensemble des traditions ou expressions vivantes héritées de nos ancêtres, selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Se basant sur les préceptes de l'UNESCO, la définition du patrimoine a changé à quelques reprises. Les notions «événements, lieux et personnages historiques», «patrimoine immatériel» et «paysage culturel patrimonial» ont été ajoutés.

D'une main plus ferme

Le Ministère a établi des sanctions plus nombreuses et plus sévères pour ceux qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour assurer la préservation de la valeur patrimoniale de leurs biens. Les contrevenants recevront une amende allant jusqu'à 190 000 \$ pour les personnes physiques et jusqu'à 1 140 000 \$ pour les personnes morales. Une note bien salée qui, selon la ministre, en découragera plus d'un de récidiver. «C'est bien puisque auparavant, le patrimoine était galvaudé sans aucune conséquence sévère. Il ne faudrait toutefois pas prendre les gens par surprise avec ces nouvelles sanctions. C'est pourquoi on a proposé à la ministre de mettre sur pied une campagne pour informer la population», précise le porte-parole de l'opposition officielle en matière de culture, Maka Kotto.

Disque

Se hisser vers le sommet

Isabelle L'Héritier

Depuis sa sortie le 24 janvier dernier, le premier disque de David Giguère, *Hisser Haut*, semble faire l'unanimité. Tous s'entendent pour dire que ce jeune musicien surprend par ses multiples

talents. Déjà connu dans le milieu artistique, David Giguère a d'abord entamé une carrière de comédien avant de se lancer en musique. Mais pour le moment, il concentre toutes ses énergies sur sa carrière de musicien. En 2010, il donnait déjà quelques spectacles solos au Lion d'Or et c'est à ce moment que Pierre-Philippe Côté (Elektrik Bones, Dj Champion, Ariane Moffatt) l'a découvert et a décidé de l'aider à réaliser son

projet musical. Produit par la maison de disque indépendante québécoise Audiogram (Karkwa, Pierre Lapointe, Bran Van 3000), *Hisser Haut* est un mélange de pop francophone teinté d'électro, qui donne envie de *groover*. La voix plutôt grave de David Giguère se mélange parfaitement avec la voix enfantine de Camille Poliquin, dont le talent a été découvert lors de sa tournée avec le spectacle *Quidam* du Cirque du Soleil

en 2004. Le jeune musicien a d'ailleurs su bien s'entourer pour ce premier opus en faisant appel à Fanny Bloom de *La patère rose* et à Ariane Moffatt. D'ailleurs, cette dernière fait des apparitions sur plusieurs chansons de l'album. Sans lui voler la vedette, elle lui apporte une touche unique avec sa contribution musicale (piano, synthétiseur, batterie). Les paroles et la musique, composés par Giguère, ont

un aspect très intimiste. En s'attardant sur sa prose, on remarque que ses débâches sentimentales et ses angoisses personnelles sont des thèmes qui reviennent à maintes reprises. Même si cet album a des sonorités qui peuvent ressembler au style de musique populaire qui se fait au Québec ces dernières années, cela reste toutefois un très bon premier album, assurant un avenir prometteur à ce jeune musicien qui

entame déjà une tournée. De quoi le garder très occupé.

Hisser Haut, David Giguère, Audiogram, 2011.



En coulisse



Cleptomanie virtuelle

Je suis un pirate. Peu assumée. Pas trop souvent. Mais pirate quand même. J'écoute de nombreuses séries en *streaming*, je télécharge souvent les albums avant de me les procurer chez les disquaires et il m'arrive rarement de sortir mon portefeuille pour acheter un film. Parfois même lorsque ce dernier est encore au cinéma.

Et quoique certains puissent en dire, on est tous un peu comme ça. Pirates à nos heures, portés par la vague du 2.0, mais peu enclins à l'afficher ouvertement. Après tout, rares sont ceux qui se vantent de pratiquer le vol régulièrement. Dans mon entourage en tout cas, je n'en connais pas beaucoup qui proclament haut et fort être déjà parti sans payer.

Pourtant, au cours des dernières années, il ne s'est probablement pas passé une semaine sans qu'un ami ne me conseille une nouvelle série télé. Et règle générale, cet ami a raison et c'est très bon. Mais à chaque fois, il y a à peu près huit saisons. Ces dernières valent au moins 35 \$ la pièce. Je ne suis pas très forte en calcul mental, mais je suis tout même en mesure de vous dire qu'au rythme où les *sitcoms* apparaissent sur les ondes, mon budget étudiant est loin d'être capable d'assumer la largesse de ces frais. Celui de mes amis non plus d'ailleurs. On a une hausse à assumer quand même!

Devant cette évidence, le piratage semble la solution parfaite. Deux ou trois mots clés dans un moteur de recherche et le tour est joué. La mémoire de mon disque dur s'effrite, mais ma bourse, elle, est toujours bien remplie.

Je me suis tout de même établi certaines règles que j'essaie de transgresser le moins souvent possible. Ainsi, la plupart du temps, les artisans de la culture de chez nous restent loin de mon dossier de téléchargement. Comme un pirate en haute mer, je reste au large, loin des côtes familières. Ces exceptions à ma règle me permettent de dormir la tête tranquille.

Malgré tout, les plus récents rebondissements virtuels m'ont donné matière à réfléchir. À la suite de la fermeture du site Megaupload, chroniqueurs — officieux et officiels — se sont portés à la défense du libre droit sur la Toile. Chacun pour soi, cachés derrière nos écrans. Il était presque possible d'entendre cette rumeur outragée, ce murmure revendicateur: «Oui aux téléchargements! Oui à la liberté du cyberspace!» Tour à tour, les grands du web ont protesté. Les petits aussi.

Et dans ce brouhaha cybérien, les mêmes qui défendaient la liberté sur le web se disaient contre le téléchargement. En faveur d'une meilleure protection du travail des artistes, des droits d'auteur. Allez savoir qui ils souhaitent leurrer. Ça demeure tout de même un excellent moyen pour se donner bonne conscience.

À ceux-là, je n'ai qu'une chose à dire. Je suis un pirate. Et vous aussi!

Florence Sara G. Ferraris
Chef de pupitre Culture
culture.campus@uqam.ca

Tournée à l'étranger

Quand ça ne tourne pas rond

Audrey Desrochers

En sabrant dans les programmes de subventions, le gouvernement conservateur a donné des sueurs froides aux producteurs artistiques d'ici. Trois ans plus tard, la culture québécoise à l'étranger part en fumée.

À l'hiver 2006, dans la grande salle du théâtre Am Stram Gram de Genève, en Suisse, le metteur en scène montréalais Daniel Meilleur et sa troupe du théâtre Les Deux Mondes recevaient un accueil chaleureux pour leur pièce *Mémoire vive*. Devant ce concert d'applaudissements, ils étaient loin de se douter qu'ils devraient dorénavant faire feu de tout bois pour percer à l'international. Plus qu'une douche froide, les coupures en culture du gouvernement de Stephen Harper menacent aujourd'hui le rayonnement des productions québécoises à l'étranger.

«Bon an mal an, nous faisons 90 représentations, note le directeur général du théâtre Les Deux Mondes, Pierre Macduff. Depuis que nous n'avons plus les subventions de PromArt, ça a diminué de moitié.» Les programmes de soutien PromArt et Route commerciales, destinés à promouvoir la culture d'ici à l'étranger, bénéficiaient respectivement de 4,7 M\$ et 9 M\$ par année en subventions. En 2008, le gouvernement conservateur signait leur arrêt de mort en coupant 45 M\$ dans la culture. Remis aux différentes compagnies de productions artistiques, le plus souvent dans les secteurs de la danse, du cirque et du théâtre jeunesse, cet argent

servait à pallier les coûts de transport, jusqu'à concurrence d'environ 10% à 20%. Pour le théâtre Les Deux Mondes, les coûts d'une tournée d'un mois en France atteignent environ 150 000 \$. L'aide accordée par l'État pour un tel voyage était de 14 000 \$. Cette subvention payait le transport outremer des personnes et des décors, alors que les diffuseurs étrangers assumaient les frais d'hébergement et de transport local.

«Ces sous nous servaient à réduire la facture des diffuseurs», précise le vice-président des opérations au cirque Éloïze, Jonathan St-Onge. Utilisée comme un rabais, cette aide gouvernementale permettait de séduire les marchés étrangers, d'apâter les diffuseurs internationaux. «Ça leur évitait de payer le transport outremer. Maintenant, ça demande beaucoup plus d'efforts de notre part pour percer les marchés extérieurs», regrette l'avocat de formation.

Briser son cochon

Si certaines grosses compagnies, comme les Grands Ballets Canadiens, ont pu s'en tirer grâce à des commanditaires privés, la plupart des petites et moyennes entreprises de productions artistiques ont dû appliquer un coup de frein à leurs rêves d'expansion. D'après la directrice générale de l'association Théâtres

Unis Enfance Jeunesse (TUEJ), Danielle Bergevin, plusieurs projets ont été mis sur la glace après 2008. «Certains ont revu complètement leur calendrier, alors que d'autres ont même été forcés d'annuler certaines tournées», déplore-t-elle. Les spectacles pour lesquels les contrats étaient déjà signés ont eu lieu, mais les entreprises ont été obligées de piger dans leur budget de fonctionnement pour compenser les coupures du gouvernement fédéral. Des salaires qui stagnent aux choix artistiques plus contraignants, des remaniements administratifs aux coupures de postes, les compagnies de production ont dû rogner considérablement pour survivre. Pierre Macduff du théâtre Les Deux Mondes explique que son équipe et lui ont choisi de changer la nature de leurs spectacles, d'aller vers des formes artistiques plus légères — donc moins onéreuses à exporter. Avant de briser sa tirelire, la directrice générale du théâtre Le Clou, Isabelle Boisclair, a préféré pour sa part augmenter le prix des spectacles. «Ça tombait cependant bien mal, avec la crise économique en France...» avoue-t-elle, visiblement déçue. Pas le choix: elle aussi a été forcée de puiser dans les enveloppes de fonctionnement et de restructurer ses effectifs.

Ici comme ailleurs

Alors que l'Europe s'engouffre

dans la crise économique, plusieurs pays tranchent dans la culture. «Il y a une conjoncture et on ne peut pas dire que la situation s'améliore, indique Pierre Macduff. Ces facteurs extérieurs ont aussi une influence sur les tournées québécoises à l'international.» À ses yeux, il y a encore un vif intérêt de la part des diffuseurs étrangers pour les productions d'ici. «Il faut seulement être plus patient. Les négociations prennent plus de temps qu'avant.»

Pour obvier au tarissement de la culture québécoise à l'étranger, le gouvernement du Québec, via le Conseil des arts et des lettres, a débloqué en 2010 une enveloppe budgétaire de 9 M\$. Ce coup de pouce aurait permis, selon Danielle Bergevin de chez TUEJ, d'absorber un pourcentage du manque à gagner au cours de cette année. «L'aide était surtout apportée au secteur de la danse, puisqu'elle était sur la ligne de feu», nuance Pierre Macduff, du théâtre Les Deux Mondes. Les débouchés nationaux, en danse, sont négligeables, le marché étant presque entièrement dédié à l'international. «Les neuf millions n'ont donc pas compensé totalement», ajoute le directeur. Pour rester sous les feux de la rampe à l'étranger, les compagnies de productions artistiques devront continuer de souffler sur les braises. ◀

Théâtre

L'Opéra de la déception

Thomas Dupont-Buist

L'Opéra de Quat'sous revisité en langue de chez nous avec une distribution de rêve prenait l'affiche le 24 janvier à l'Usine C. À la sortie, la rumeur ambiante criait à la merveille. Ma voix sera très probablement discordante, mais j'ai été

profondément déçu par ce qui s'annonçait comme l'une des meilleures pièces de l'année. Pour la petite histoire, *L'Opéra de Quat'sous* est une pièce quasi légendaire de l'allemand Bertolt Brecht, œuvre phare du théâtre épique ayant pour vocation principale de faire réfléchir son public. Pas étonnant que Brigitte Haentjens s'y soit frottée, étant donné son parcours très engagé. Dans cette comédie musicale, la critique du monde moderne et de notre

société est omniprésente. L'adaptation situe l'action à Montréal dans la période de l'avant-guerre, alors que le Roi Georges VI nous fait l'honneur de sa visite. Deux clans d'écorchés de la vie s'affrontent pour le contrôle de la ville. D'un côté M. Peachum (Jacques Girard), exploiteur et roi des mendiants, plus avare que l'avare de Molière. De l'autre, le criminel Mackie-Couteau (Sébastien Ricard) chef d'une bande de malfrats de petit calibre, prêt à vendre

sa mère si ça peut aider sa cause. Au cœur du conflit, Polly (Eve Gadouas), fille de Peachum, s'étant amourachée de Mackie. Putains, mendiants, bandits et constables corrompus forment le reste des protagonistes. Quand on s'attaque à Brecht, il faut rendre la chose passionnante, parce que 2h30 sans entracte, c'est long. Il suffit que quelque chose cloche pour que le spectateur décroche. Malheureusement, les éléments qui clochaient

ne manquaient pas. Avec une trame sonore sans rebondissements et plusieurs comédiens qui peinent à chanter convenablement, les irritants arrivent rapidement. Sébastien Ricard dans le rôle principal n'arrive pas à convaincre, contrairement à son habitude. Peut-être que ça viendra avec le rodage. La mise en scène n'éblouit pas, malgré quelques bonnes idées. C'est dommage, mais c'est trop souligné. L'adaptation québécoise du texte par Jean-Marc Dalpé est

toutefois bien réussie, malgré des paroles de chanson laissant parfois à désirer. Notons tout de même les belles performances de Jacques Girard, Eve Gadouas et Marc Béland. Tout ça pour dire qu'il faut parfois plus qu'une équipe de champions pour vaincre, même lorsque tous les partisans sont avec vous.

L'Opéra de Quat'sous de Bertolt Brecht à l'Usine C du 24 janvier au 11 février 2012. M.E.S. de Brigitte

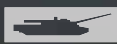


Balayez ici pour regarder une vidéo et en savoir plus.
Scan here to watch a video and learn more.



RECHERCHONS : SPÉCIALISTES EN SOINS DE SANTÉ

« En tant que dentiste militaire, je me concentre sur les soins aux patients. Lors de la mission humanitaire en Haïti, j'ai vu 2 000 patients. Et comme je parle créole, j'ai aussi été interprète. J'adore aider les gens. Avec les Forces canadiennes, je peux changer des vies. »
Capitaine **WITHNY DAGRAIN**



WANTED: HEALTH CARE SPECIALISTS

"As a military dentist, I'm focused on patient care. On the humanitarian mission in Haiti I saw 2,000 patients and, because I spoke Creole, I was also an interpreter. I love helping people and with the Canadian Forces I get the opportunity to change lives."
Captain **WITHNY DAGRAIN**

FORCES.CA
ENGAGEZ-VOUS



1-800-856-8488
JOIN US

Canada